â??Il sâ??agit de ma personne, de mon identitÃ©â?• : Rima Hassan face au harcÃ¨lement politico-judiciaire

Description

Lâ??Agence MÃ©dia Palestine sâ??est entretenue avec Rima Hassan, dÃ©putÃ©e europÃ©enne franco-palestinienne qui subit en France une campagne de dÃ©nigrement mÃ©diatique, politique et judiciaire.

Par lâ??*Agence MÃ©dia Palestine*, le 27 avril 2026

Au dÃ©but du mois, une tornade mÃ©diatique infamante sâ??est dÃ©clenchÃ©e autour du placement en garde Ã vue de la dÃ©putÃ©e europÃ©enne Rima Hassan, visÃ©e par une plainte concernant un tweet, retirÃ© depuis, sur un militant de lâ??armÃ©e rouge japonaise. Depuis, plusieurs rÃ©vÃ©lations, notamment de *MÃ©diapart* et du *Canard enchaÃ®nÃ©*, viennent interroger cet

Ã©pisode, dÃ©voilant peu Ã peu le caractÃ¨re rÃ©pressif de cette affaire.

Agence MÃ©dia Palestine : *Le journal MÃ©diapart a rÃ©vÃ©lÃ© la semaine derniÃ¨re lâ??ampleur des moyens policiers mis Ã disposition de lâ??enquÃªte vous visant pour Â« apologie du terrorisme Â» dont le traÃ§age de votre tÃ©lÃ©phone bien au-delÃ des dates concernÃ©es. Comment comprenez-vous ce dispositif disproportionnÃ© ? Est-ce une intimidation, ou une tentative de contrÃ´le ?*

Rima Hassan : La procÃ©dure de flagrant dÃ©lit, dont je faisais lâ??objet, Ã©tait dÃ©jÃ abusive et visait Ã contourner lâ??immunitÃ© dont je fait lâ??objet en tant que dÃ©putÃ©e parlementaire, une immunitÃ© qui est censÃ©e protÃ©ger ma libertÃ© dâ??expression. On voit donc quâ??il y a un caractÃ¨re abusif et de rÃ©pression manifeste Ã travers cette procÃ©dure, qui sâ??inscrit dâ??ailleurs dans un contexte plus large de harcÃ¨lement politico-judiciaire, puisque jâ??ai fait lâ??objet en deux ans de 16 plaintes, dont 13 procÃ©dures classÃ©es sans suite par le parquet.

On a besoin que toute la lumiÃ¨re soit faite sur lâ??utilisation de ce dispositif. Le ministÃ¨re de lâ??intÃ©rieur a indiquÃ© quâ??il nâ??avait pas Ã©tÃ© adoptÃ© sous sa prÃ©rogative, mais nous avons besoin dâ??une enquÃªte pour identifier lâ??initiation de cette procÃ©dure. Il sâ??agit de la mise sous surveillance dâ??une opposante, cela indique une dÃ©rive autoritaire qui bafoue lâ??Ã©tat de droit, les libertÃ©s individuelles, la libertÃ© dâ??expression.

Il y a Ã©galement un objectif dâ??intimidation qui est indÃ©niable, et Ã©galement de rÃ©pression en raison du combat que je porte, qui mâ??inscrit comme opposante Ã la politique du gouvernement.

Ã? ce stade de lâ??affaire, nous savons que le ministre de la justice est impliquÃ©, parce que son porte-parole, selon les rÃ©vÃ©lations du *Canard enchaÃ®nÃ©*, a divulguÃ© des informations pendant ma garde Ã vue, et notamment de fausses informations sur la dÃ©tention de drogue.

Nous savons Ã©galement que le ministÃ¨re de lâ??intÃ©rieur est impliquÃ© parce que le premier signalement concernant le tweet que jâ??ai publiÃ©, sur KÅ•zÅ• Okamoto, a Ã©tÃ© fait par le prÃ©fet de police, câ??est-Ã -dire sous lâ??autoritÃ© du ministÃ¨re de lâ??intÃ©rieur. Nous sommes donc dans un rÃ©el scandale dâ??Ã©tat.

AMP : *La rÃ©pression en France du mouvement de solidaritÃ© avec la Palestine est de plus en plus sÃ©vÃ¨re, et cible les soutiens les plus visibles, et en particulier celles et ceux qui portent la voix des Palestinien-nes. Voyez-vous dans cette affaire et/ou dans son traitement mÃ©diatique un acharnement raciste Ã votre Ã©gard ?*

RH : Ã?tant une voix pro-palestinienne, pro-justice dâ??une maniÃ¨re gÃ©nÃ©rale, je fais lâ??objet dâ??un ciblage de la mÃªme maniÃ¨re que dâ??autres militant-es, parfois moins visibles, de lâ??associatif, de syndicats, des personnalitÃ©s publiques. On se souvient par exemple de Guillaume Meurice, qui avait perdu son poste pour une blague sur Netanyahou. Câ??est un contexte global.

Mais on voit bien quâ??il y a une double peine, quand on est Palestinien ou Palestinienne dâ??origine, ou une personne racisÃ©e ou issue de lâ??immigration, ou encore une personne musulmane ou percue comme telle. Cela vient accentuer des logiques de suspicion : par exemple, plusieurs ministres ont demandÃ© la dÃ©chÃ©ance de ma nationalitÃ©, une mesure qui nâ??avait pas Ã©tÃ© demandÃ©e Ã ce niveau-lÃ depuis Vichy.

Sâ??ils demandent la dÃ©chÃ©ance de ma nationalitÃ©, câ??est bien sÃ»r Ã travers des biais racistes. On va me considÃ©rer, comme une menace, comme une ennemie de lâ??intÃ©rieur, comme quelquâ??un qui ne serait pas digne dâ??Ãªtre franÃ§aise. Il y a donc ces deux dynamiques de rÃ©pressions qui sâ??entremÃªlent, quand on a lâ??identitÃ© que jâ??ai.

Cela sâ??est retranscrit Ã©galement dans les questions que les enquÃªteurs mâ??ont posÃ©es. On mâ??a demandÃ© mon rapport Ã laÃ¯citÃ©, et si jâ??Ã©tais musulmane. Ils mâ??ont demandÃ© de dÃ©tailler ce que je pensais idÃ©ologiquement de lâ??islam, et quelle Ã©tait ma pratique de la religion musulmane. Ce qui bien Ã©videmment, nâ??a rien Ã voir avec lâ??objet du tweet qui concernait KÅ•zÅ• Okamoto, de lâ??armÃ©e rouge japonaise, une organisation (dissoute dans les annÃ©es 2000) qui ne se revendiquait aucunement de lâ??islam. Ã?a nâ??avait donc aucun rapport. Certaines personnes subissent donc une double peine, parce que nous devons aussi payer pour ces biais racistes, islamophobes et dâ??islamophobie dâ??Ã©tat.

AMP : *Votre avocat dÃ©nonce une atteinte Ã la vie privÃ©e et Ã lâ??immunitÃ© parlementaire, et la France Insoumise un â??scandale dâ??Ã?tatâ?•. Envisagez-vous des poursuites judiciaires ?*

RH : Oui, câ??est un scandale dâ??Ã?tat, et nous avons dÃ©posÃ© plusieurs recours. Nous avons saisi les rapporteurs spÃ©ciaux des Nations Unies qui travaillent sur les sujets de libertÃ© dâ??expression, de droits humains et sur les risques liÃ©s aux lois antiterroristes, parce quâ??il y a aussi cela : les lois antiterroristes sont dÃ©voyÃ©es pour Ãªtre aujourdâ??hui utilisÃ©es contre des militant-es pro-palestinien-nes mais aussi des Ã©cologistes, ce qui signe bien la dÃ©rive et le piÃ©tinement de lâ??Ã©tat de droit.

Nous avons Ã©galement saisi le dÃ©fenseur des droits. Nous prÃ©parons actuellement toutes les procÃ©dures administratives nÃ©cessaires pour faire la lumiÃ¨re sur les fuites quâ??il y a eues, sur le contournement de mon immunitÃ©, avec une saisine du parlement europÃ©en Ã ce sujet. Enfin, nous aurons lâ??occasion le jour du procÃ¨s de plaider la nullitÃ© de la garde Ã vue, qui se base sur un contournement, encore une fois, de mon immunitÃ© parlementaire.

AMP : *La proposition de loi Yadan a Ã©tÃ© retirÃ©e, mais le gouvernement a aussitÃ´t annoncÃ© un nouveau texte similaire. Comment voyez-vous la suite, pensez-vous quâ??un tel texte pourrait Ãªtre votÃ© Ã lâ??assemblÃ©e ?*

RH : Ã? mon avis, il serait trÃ¨s risquÃ© de dÃ©poser un projet de loi similaire, car la mobilisation citoyenne est trÃ¨s importante. Nous avons recueilli plus de 700 000 signatures en trÃ¨s peu de temps. Et la garde Ã vue que jâ??ai passÃ©e a Ã©tÃ© une alerte pour beaucoup de personnes avec un sursaut de signatures Ã ce moment-lÃ .

Il y a un consensus, notamment centriste et Ã gauche, pour refuser un projet de loi similaire, il faudra donc voir dans quelle mesure le gouvernement aura retravaillÃ© le texte. Je pense que la bataille de lâ??opinion a Ã©tÃ© gagnÃ©e et il faut le rappeler. Le gouvernement fera face Ã cette mÃªme opposition sâ??il essaie dâ??utiliser les dispositifs lÃ©gislatifs Ã des fins politiques.

Parce que câ??est de cela dont il est question, et câ??est cela qui fait mal Ã la dÃ©mocratie : câ??est que nous sommes en train de voir des outils lÃ©gislatifs, censÃ©s servir lâ??intÃ©rÃªt gÃ©nÃ©ral, finalement pensÃ©s dans une logique de rÃ©pression politique, pour finalement faire condamner des gens pour leur engagement politique. Lâ??amalgame que faisait cette proposition de loi, entre

antisionisme et antisÃ©mitisme, est un exemple criant : il vise Ã empÃªcher de critiquer lâ??idÃ©ologie politique sioniste.

Le slogan *From the river to the sea* est beaucoup utilisÃ© pour prÃ´ner lâ??Ã©galitÃ© de droits, la dÃ©colonisation du territoire, la fin de la colonisation et de lâ??apartheid. Et cela, on ne pourra plus le dire ? Cela porte aussi atteinte aux libertÃ©s acadÃ©miquesâ?¦ Dans la mesure oÃ¹ il y a eu une grande mobilisation, je pense quâ??il y a peu de chances quâ??un projet similaire soit adoptÃ© au mois de juin. Mais sâ??il y avait une tentative, nous serons au rendez-vous, avec une mobilisation encore plus importante.

date crÃ©Ã©e
2026/04/27